

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 28/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

KERVAL Centre Armor

69 Rue Chaptal
CS 70556
22000 Saint-Brieuc

Code AIOT : 0005504247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement KERVAL Centre Armor implanté La Fontaine de Trémargat 22410 Lantic. L'inspection a été annoncée le 14/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERVAL Centre Armor
- La Fontaine de Trémargat 22410 Lantic
- Code AIOT : 0005504247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat Kerval Centre Armor exploite des installations de stockage de déchets non dangereux, des installations de compostages d'ordures ménagères respectivement soumises à autorisation au titre des rubriques 2760-1 et 2780 de la nomenclature. Le site est également doté d'installations permettant le traitement de 25000 tonnes d'algues vertes par an.

Le site est soumis à la directive IED du 24 novembre 2010 en raison de l'exploitations d'installations de valorisation de déchets soumises à autorisation au titre de la rubrique IED 3532 de la nomenclature.

L'exploitation est réglementée par les actes suivants :

- arrêté préfectoral du 18/04/01 pour le stockage des déchets et les installations de compostage,
- arrêté préfectoral complémentaire du 12/05/03 encadrant l'activité de compostage (22000 t/an),
- arrêté préfectoral complémentaire du 05/10/2010 pour le traitement des algues vertes et les installations de compostage,
- arrêté préfectoral complémentaire du 16/05/2018 relatif à la transmission d'une étude eau et d'un bilan quinquénal de la surveillance des eaux souterraines,
- arrêté préfectoral complémentaire du 30/09/21 de la mise en conformité des installations IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité
- Suites de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Bilan du suivi des eaux souterraines	AP Complémentaire du 16/05/2018, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/04/2001, article 9.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet canalisé du biofiltre	Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
2	Rapport de base	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 11/10/2022, article R.512-69	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que l'enregistrement des informations dans le registre national numérique des déchets et terres excavés récemment mis en place n'est pas réalisé alors que cette obligation est désormais obligatoire. Par ailleurs le bilan de la surveillance des eaux souterraines demandé par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2018 n'a toujours pas été réalisé. Il est proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sur ces deux points.

D'autre part, le rapport de base ayant été transmis, il est proposé de lever l'arrêté de mise en demeure du 28/02/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet canalisé du biofiltre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet canalisé du biofiltre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 5 mg/Nm3 d'hydrogène sulfuré (H2S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/h- 50 mg/Nm3 d'ammoniac (NH3) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h <p>Un contrôle de ces valeurs doit être au moins réalisé une fois par an.</p>
Constats : Lors de la précédente inspection il avait été rappelé à l'exploitant de justifier de la suffisance des mesures mises en œuvre pour contrôler les émissions diffuses de H2S à la sortie du biofiltre du traitement des algues vertes, étant donné que les rejets ne sont pas canalisés comme prévu par la prescription actuelle de l'arrêté préfectoral. <p>L'exploitant a expliqué :</p> <ul style="list-style-type: none">- avoir effectué des mesures surfaciques des rejets diffus sur le biofiltre qui n'ont pas mis en évidence d'émissions notables de H2S (campagne de mesures sous cloche) ;- avoir mis en place un enregistrement en instantané de la concentration en H2S et en NH3. <p>Air Breizh réalise par ailleurs un suivi de l'H2S à proximité de l'installation. Le calibrage du détecteur a été réalisé le 17/06/2022 (par la société ADS).</p> <p>Une visite en salle de commande a permis de constater que la détection était en place. Le seuil d'alarme est fixé à 4 ppm. L'exploitant a indiqué que le biofiltre avait été changé un mois auparavant et que la campagne d'algues venait de commencer. Un pic de H2S a été enregistré suite au démarrage de la campagne le 28/05/23 sur quelques heures.</p> <p>Lors de la visite le 1er juin, la détection ne mettait pas en évidence de dégagement d'H2S.</p> <p>Il est proposé d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire, la surveillance des paramètres NH3 et H2S tel que mise en place par l'exploitant et de supprimer la prescription relative aux rejets canalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport de base

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'UVO de KERVAL Centre Armor exploitant d'une installation de compostage des ordures ménagères résiduelles et d'algues vertes, sises à La Fontaine Trémargate, sur la commune de Lantic est mise en demeure de transmettre au Préfet, dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté (le rapport de base ou le mémoire justificatif de non soumission au rapport de base) prévus aux articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement</p>
Constats : L'exploitant a indiqué avoir fait réalisé un rapport de non soumission au rapport de base qu'il n'a pu présenter lors de l'inspection. L'exploitant a transmis le rapport de non soumission au rapport de base suite à l'inspection.
La mise en demeure est considérée comme respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan du suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, bilan du suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Cette étude doit également contenir un bilan relatif au suivi des eaux souterraines. Ce bilan comprend une analyse des eaux souterraines en période basse eaux et hautes eaux, sur l'ensemble des paramètres spécifiés à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité.</p> <p>A travers ce bilan, au regard du contexte géologique et de l'étude hydrogéologique réalisée il est procédé à une interprétation du suivi des eaux souterraines sur les 5 dernières années afin de conclure sur l'impact dans l'environnement de l'activité du site.</p>
Constats : L'exploitant a indiqué avoir lancé une commande spécifique pour la réalisation du bilan sur les eaux souterraines. La surveillance actuelle comprend des mesures sur 3 piézomètres. Ces données sont reportées dans GIDAF par l'exploitant. Un des piézomètre met en évidence une teneur en fer très élevée qui ne peut être expliquée actuellement.
<p>L'exploitant a indiqué faire procéder à une mesure de l'ensemble des piézomètres sur site en période haute et basse eaux afin notamment de mieux interpréter le sens d'écoulement de la nappe sous-jacente et les résultats des mesures. L'exploitant a indiqué que la première campagne de mesures allait être réalisée dans les jours suivants. Une deuxième campagne est prévue en octobre. Un bureau d'étude a été mandaté pour procéder à l'analyse de ces mesures ainsi que des résultats des mesures des années passées. L'exploitant a indiqué transmettre en juillet un rapport intermédiaire analysant les données historiques, le rapport final comprenant les mesures basses et hautes eaux sera transmis en décembre.</p> <p>Aucun rapport n'a été reçu à la date de rédaction du présent rapport.</p>
Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2018 en transmettant le bilan des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2001, article 9.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau minimum de 3 puits de contrôle représentatif de la qualité des eaux souterraines sera installé (1 piézomètre) en amont et en aval hydraulique du site (2). La localisation des 2 piézomètres aval sera représentative de la qualité de la nappe en fonction des différents axes d'écoulement. Une analyse complète de référence portant sur les paramètres suivants sera réalisée : hauteur d'eau, température, conductivité, pH, DCO, DBO5, COT, NTK, NO2-, NO3-, SO4 2-, Chlorures, fer, Manganèse, plomb, cuivre, Chromes, Nickel, Zinc, Cadmium, Phénols; Coliformes fécaux et streptocoques fécaux.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des eaux souterraines en date du 7 décembre 2022. Les données ont été enregistrées dans GIDAF. Les paramètres mesurés sont conformes aux paramètres à suivre mentionnés dans l'arrêté préfectoral de 2001. L'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux prévoit à l'article 24 des paramètres complémentaires à suivre dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines. Il est nécessaire que l'exploitant complète le suivi des eaux souterraines qu'il réalise avec les paramètres de surveillance prévus à l'article 24 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/10/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
Constats : Par mel du 7 octobre 2022, l'inspection des installations classées a été destinataire d'un rapport relatif à un début d'incendie le 27 septembre 2022. Suite à l'analyse de ce rapport, il avait été demandé dans les suites de la précédente inspection du 17 octobre 2022, de faire une suivi renforcé sur les eaux souterraines du site. L'exploitant a indiqué avoir procédé à la réalisation de mesures dans les eaux de drainage de l'alvéole dans laquelle s'est déclenché l'incendie. L'exploitant a indiqué qu'aucun polluant significatif n'a été mis en évidence dans les eaux de drainage suite à l'incendie confirmant l'étanchéité de la bâche en fond de casier. Les résultats des dernières mesures réalisées sur les eaux souterraines du site dans le cadre de la surveillance semestrielle sont comparables aux résultats de mesure avant l'incendie bien que le résultat de la mesure DCO ait été légèrement plus haut lors de la mesure de décembre 2022.
Il conviendra que l'exploitant s'assure que ce paramètre n'évolue pas sur les prochaines campagnes de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas être au courant de l'obligation de renseigner au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) les informations concernant les déchets non dangereux gérés dans l'installation de stockage. Il est rappelé à l'exploitant son obligation de renseigner le RNDTS, les informations sur les déchets non dangereux gérés par l'installation de stockage (entrée et sortie (ex lixiviats)). La période de tolérance pour renseigner le RNDTS est échue depuis le 31 mai 2023. L'exploitant doit se mettre en conformité et renseigner le registre en effectuant le rattrapage des données depuis le 1er janvier 2022.
En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de renseigner le RNDTS conformément à l'article R541-43 du code de l'environnement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois